



HAL
open science

La démocratie japonaise en 2015

Arnaud Grivaud

► **To cite this version:**

| Arnaud Grivaud. La démocratie japonaise en 2015. France Forum, 2015, p. 70-71. hal-02609288

HAL Id: hal-02609288

<https://hal.science/hal-02609288v1>

Submitted on 16 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Arnaud Grivaud, « L'état de la démocratie japonaise en 2015 », *France Forum*, n°60, décembre 2015, p. 70-71.

Le 27 septembre 2015 se clôturait la session ordinaire du Parlement japonais, après l'adoption des lois très controversées relatives à la défense et à la sécurité nationale. Aujourd'hui, rien ne semble pouvoir faire de l'ombre au gouvernement Abe, qui peut compter sur une majorité docile et qui se trouve face à une opposition fragmentée peinant à s'organiser.

Créé en 1955, le Parti libéral démocrate (PLD) parvint à se maintenir de manière quasi-continue au pouvoir pendant un demi-siècle, face à une opposition socialiste ayant néanmoins joué son rôle de contre-pouvoir. L'étroite collaboration du PLD avec la haute administration, qui se renforça avec le temps, est généralement perçue comme étant à l'origine du miracle économique japonais. Cependant, cette recette que l'on a pour habitude d'appeler « système de 1955 », devint dans les années 90 un obstacle pour sortir le Japon de la crise dans laquelle elle l'avait plongé. La contraction des ressources budgétaires appelait les élus à établir des priorités tenant compte de l'intérêt général, et à rompre avec leurs pratiques clientélistes. Considérant que seule l'alternance politique pourrait apporter une solution viable, une large coalition de partis anti-PLD réussit en 1994 à modifier le système électoral, afin de favoriser le bipartisme et l'alternance. Jusqu'alors, on avait pu assister à des « pseudo alternances » où le PLD, idéologiquement hétérogène, s'adaptait et changeait d'orientations au gré des rapports de force internes et des remaniements ministériels.

Bien que le Premier ministre Koizumi Jun.ichirō fit partie du PLD, il parvint à imposer de nombreuses décisions allant directement contre les intérêts électoraux des parlementaires de son parti. Il bénéficia pour cela d'une très importante popularité auprès de l'opinion publique, sans laquelle il n'aurait d'ailleurs très probablement pas pu atteindre ses objectifs. Certains observateurs n'hésitèrent pas à affirmer que la politique japonaise entraînait alors dans une nouvelle ère, parlant de « système de 2001 » ou encore de « système de 2005 »¹. Selon leurs analyses, les réformes institutionnelles de la fin des années 1990, qui cherchaient à rapprocher le régime parlementaire japonais du modèle britannique de Westminster, auraient porté leurs fruits. Les trois Premiers ministres qui lui succédèrent, en trois ans, donnèrent cependant l'impression d'un retour à l'état antérieur.

¹ L'année 2001 correspond à la prise de fonction du Premier ministre Koizumi. L'année 2005 correspond à la dissolution de la Chambre basse qu'il entreprit suite aux résistances de son parti vis-à-vis de son projet de privatisation de la Poste. Sa victoire fut éclatante et lui permit d'imposer ses volontés à sa majorité.

C'est seulement en 2009 que le Japon connut sa première véritable alternance, avec la victoire écrasante du Parti démocrate (PDJ). Critiquant le bilan de la politique néolibérale de Koizumi, le PDJ prévoyait à l'inverse d'augmenter les dépenses sociales, en puisant notamment dans les ressources budgétaires utilisées jusque-là pour les infrastructures et l'équipement. Il posait comme prérequis à la mise en place de ses projets la refonte du processus décisionnel, dans le sens d'un renforcement du leadership gouvernemental vis-à-vis du parti et de la haute fonction publique. L'absence de cohésion au sein du parti, ainsi que les dysfonctionnements causés par l'éviction des hauts fonctionnaires, paralysèrent l'action gouvernementale et amenèrent chaque Premier ministre à démissionner au bout d'un an. En outre, bon nombre de promesses furent abandonnées faute de moyens, donnant le sentiment que le PDJ n'était guère différent du PLD. L'opinion publique ressortit ainsi relativement désabusée de cette alternance qui avait suscité tant d'attentes.

Aussi, la victoire du PLD aux élections de décembre 2012 était-elle avant tout une défaite du PDJ. Le taux d'abstention s'éleva alors à 40,7%. De nouvelles formations politiques alternatives – fortement implantées localement – avaient certes émergé, mais elles ne réussirent pas à constituer une opposition cohérente et efficace. Deux ans plus tard, lors des élections faisant suite à la dissolution stratégique de la Chambre basse par le Premier ministre Abe, le PLD renforça sa position face à une opposition en perte. L'abstention atteignit cette fois un taux record de 47,4%, potentielle expression d'une sorte de désillusion et d'apathie générale. Depuis, les scissions et fusions sans grandes considérations idéologiques se multiplient chez les partis d'opposition, rappelant ce que l'on pouvait observer dans les années 1990.

Face à cette situation, c'est principalement dans la société civile que l'opposition se mobilise autour de certains thèmes clefs. D'importantes manifestations eurent par exemple lieu pour s'opposer au redémarrage des centrales nucléaires, à la signature du traité de libre-échange transpacifique ou encore en septembre dernier, pour protester contre l'adoption des projets de lois de défense et de sécurité. Plusieurs partis ont bien tenté de transformer cette contestation populaire et transgénérationnelle en une base électorale, mais ils n'y sont jusqu'ici pas parvenus. Il semble que la défiance des citoyens envers leurs élites politiques, renforcée par une alternance décevante, les aient amenés à se détourner d'elles et à adopter d'autres méthodes plus ou moins directes de participation à la vie politique (manifestations, contrôle et critique du gouvernement par le biais de nouveaux médias, vote-sanction, *etc.*). Il n'est cependant pas certain que ces mouvements spontanés, sans structure identifiable et

cohérente, constituent en l'état un contre-pouvoir suffisant. En définitive, et à l'instar de ses homologues occidentales, la démocratie japonaise correspond en bien des critères à ce que Pierre Rosanvallon qualifie de « contre-démocratie », comme l'indiquent la tendance à la désidéologisation, la récurrence de scandales politiques, la tyrannie du sondage, les tentations populistes, *etc.*

6038 signes (espaces compris)

Arnaud GRIVAUD

Doctorant et chargé d'enseignements à Paris Diderot (rattaché au CRCAO). Il est spécialisé en politique contemporaine et droit public japonais. Il a été à deux reprises invité en tant que chargé de cours à l'Université de Kōbe au Japon.